

Le premier ministre se dit "inoxydable" et espère encore se maintenir à Matignon

Conférence de presse solennelle, séminaire gouvernemental, réunions thématiques de ministres : Jean-Pierre Raffarin s'active une nouvelle fois pour accréditer l'idée de son maintien à Matignon. La victoire du "oui" au référendum interne du PS sur la Constitution européenne lui aurait redonné du souffle, assure son entourage ; elle permettrait d'envisager une accélération du calendrier pour profiter de la dynamique du "oui" en convoquant le référendum national avant l'été - et non plus dans "la deuxième moitié" de 2005, comme l'avait dit Jacques Chirac.

Or ce scénario s'accommoderait difficilement d'un changement de premier ministre dans l'intervalle.

Le départ de Nicolas Sarkozy pour l'UMP semble en outre avoir modifié l'ambiance au sein du gouvernement, à en croire plusieurs ministres. L'entourage de M. Raffarin n'hésite pas à parler de "nouvelle équipe", un ministre allant jusqu'à dire : "Tout le monde a desserré le string." Le premier ministre profite de ce climat pour exiger davantage de "collégialité". Lors du séminaire du 2 décembre, il a encouragé les ministres à se déplacer ensemble et leur a demandé, au nom de l'"éthique", d'assumer collectivement les décisions du gouvernement en s'abstenant de toute déclaration intempestive dans la presse. "La loyauté, c'est mon honneur, a-t-il dit ; c'est pour cela que je suis inoxydable."

"LA MACHINE A REDÉMARRÉ"

Bons élèves, les deux nouveaux maîtres d'œuvre de la politique économique - Hervé Gaymard, ministre de l'économie, et Jean-François Copé, délégué au budget - ont immédiatement obtempéré. "Nous avons les mêmes notes, les mêmes éléments de langage pour nos interventions publiques et le même cabinet", affirme M. Copé. Un ministre proche de M. Raffarin estime que celui-ci peut désormais poursuivre son action pour plusieurs mois à "trois conditions" : "S'il est capable de recréer une dynamique ; s'il apporte la démonstration que son maintien ne risque pas de pénaliser le "oui" au référendum et s'il démontre qu'il n'y a toujours pas mieux que lui sur le marché."

"La machine a redémarré", affirme sans attendre M. Copé, qui est aussi le porte-parole du gouvernement, ajoutant : "L'heure n'est plus à la résignation." Alors que plusieurs ministres se plaignaient de ne plus voir le premier ministre et de la raréfaction des réunions de cabinet, M. Raffarin a instauré le principe d'un séminaire thématique par mois et de réunions régulières sur l'Europe pour préparer la campagne du référendum. Les derniers sondages lui apportent quelques signes encourageants. La cote de popularité de M. Raffarin augmente dans trois études d'opinion récentes de 1 à 4 points, même si elle reste à un niveau faible - entre 29 % et 38 % de satisfaits, selon les instituts.

Il lui reste à faire taire les ambitions rivales. M. Sarkozy ayant pris ses distances, d'autres sont tentés de se distinguer. Nouveau numéro deux du gouvernement, François Fillon (éducation nationale) espère bénéficier de la forte exposition que vont susciter les débats autour de la loi sur l'école pour retrouver le poids politique perdu depuis la réforme des retraites. Dominique de Villepin (intérieur), qui semble rester le favori pour une succession à Matignon, travaille à la constitution du réseau qui lui fait défaut. Quant à Jean-Louis Borloo (cohésion sociale), il donne des signes d'indépendance : ses propos sur la réforme des 35 heures et le nouveau "contrat de travail intermédiaire" destiné aux salariés licenciés (Le Monde du 8 décembre) ont agacé M. Raffarin, qui les lui a reprochés, mercredi, en marge du conseil des ministres. Parlant d'"improvisation", un proche de M. Raffarin faisait mine d'excuser le fautif en ces termes : "Borloo, c'est un créatif." Preuve que l'heure est à la